

## **Discours de Libreville, 16 août 1960**

### **Inédit**

Discours prononcé par André Malraux,  
ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles,  
à l'occasion de la proclamation de l'indépendance du Gabon.

Libreville, 16 août 1960, peu avant minuit.

Messieurs les Présidents,  
Excellences,  
Représentants du Peuple gabonais,

Bientôt va retentir la salve solennelle qui salue l'indépendance des peuples et qui retentira dans la mémoire de vos enfants comme celles qui saluaient jadis la naissance des rois.

Depuis près de huit jours, je parcours l'Afrique pour lui transmettre un message de liberté. Je redirai ici, bien entendu, ce que j'ai dit dans chacun des pays où je suis allé, car la France n'a pas changé d'opinion tous les deux jours. Mais, en cette dernière solennité, j'ai la conscience extraordinairement profonde que ce qui se joue ici est une partie du destin de l'Afrique et à coup sûr une partie du destin du monde.

Messieurs les diplomates, regardez cette assemblée. Je crains qu'elle ait de fortes raisons de ne pas sortir de votre mémoire. Ou bien ce que représentent les hommes qui tentent ici, difficilement, comme l'a dit le Président, de faire quelque chose, réussira.

Alors un espoir profond et à bien des égards admirable sera comblé. Tout ne sera pas fini, mais enfin le cercle sera brisé, enfin quelque chose qui n'est pas seulement la fraternité, quelque chose qui est une volonté véritable d'hommes qui veulent travailler en sachant où ils vont, existera et, je le répète, peut-être alors le cercle s'arrêtera-t-il. Ou bien tout ceci est une de ces assemblées étranges comme en connut tellement l'histoire et donc il ne restera rien dans la mémoire des hommes que les assemblées des Girondins, les grands moments de rêve et de justice dont on fait les tombeaux.

Voici donc l'une des plus grandes heures qu'ait connue votre histoire. L'ère coloniale à laquelle vous avez fait allusion, Monsieur le Président, avec une dignité qui n'oubliait ni le souvenir de ce vous apportèrent les meilleurs des nôtres ni la fidélité à la douleur, est désormais révolue. Et il convient qu'elle le soit sans équivoque et sans malentendu.

Ni vous ni moi n'avons fait l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais dans la mesure – et vous savez qu'elle est grande – où le général de Gaulle a fait notre histoire commune, c'est bien en ce jour d'indépendance que nous devons crier : ici, elle n'a jamais été une autre histoire que celle de la fraternité. Le général de Gaulle est venu en Afrique pour y proclamer une charte des droits des peuples africains, il y est revenu pour y proposer la Communauté et j'y suis aujourd'hui en son nom pour y fêter l'Indépendance. Quelles qu'aient été dans le monde entier, et pendant tant d'années, les conditions quelquefois affreuses de l'histoire, la France peut être fière au moins de cette nuit historique. Pour vous, pour nous, pour le monde, elle couronne nos rendez-vous de l'histoire et de la liberté.

Je me permets donc de m'adresser d'abord à vous, Messieurs les membres du Gouvernement et de l'Assemblée, avant de m'adresser à tous.

L'*espoir* est un des mots les plus exaltants de l'histoire, parce que l'histoire est faite, entre autres choses, d'une succession de terres promises. Mais pour que les promesses soient tenues, pour qu'il demeure de l'indépendance autre chose que le souvenir des jours d'enthousiasme – car il existe maintes formes de dépendances même dans l'indépendance – il n'est qu'un recours : l'Etat.

Lénine mourant retrouve les rois de Babylone, César, Charlemagne, Napoléon : «Il n'est pas une révolution, dit-il, qui n'ait renforcé le pouvoir de l'Etat.» Les nations ont inventé bien des formes d'Etats depuis les théocraties de l'ancien Orient jusqu'aux Etats totalitaires, mais l'histoire des Etats faibles a toujours été celle des nations condamnées. Mais ne croyons pas que la forme de l'Etat se confonde avec celle de l'économie. Rome était moins riche que Carthage, les Mongols étaient démunis lorsqu'ils conquièrent l'Asie, et nous pourrions penser à quelques Etats contemporains. De plus si le Gabon est insuffisamment développé, ses ressources deviennent considérables au moment où les techniques modernes permettent d'en envisager enfin l'exploitation.

La France vous lègue des organisations économiques, administratives, financières. Mais s'il n'y a pas d'Etat, de telles organisations ne suffisent pas à faire un Etat. Celles-ci sont désormais au service de la République du Gabon. Ce n'est pas un transfert d'attribution, c'est un transfert de destin. Elles vont devenir les instruments d'une volonté nationale dont la charge vous incombe. Je l'ai dit : une part du destin de la nouvelle Afrique et par là peut-être du destin du monde.

Et beaucoup d'Etats nouveaux croient que leur destin se confond avec leurs intérêts. Mais s'il serait enfantin de croire que les Etats ignorent leurs intérêts, nous savons que tous les Etats qui ont soumis leur destin à leurs seuls intérêts ont été, depuis Carthage, condamnés à mort.

Vous avez dit, Monsieur le Président, «nous sommes prêts à accepter la collaboration de toutes les bonnes volontés d'où qu'elles viennent», accepter ? que dis-je ?, susciter toutes les bonnes volontés ! c'est votre devoir d'état. Le mot *gouverner* a le même sens en navigation et en histoire, et vous allez devoir désormais gouverner entre les accords féconds et les accords meurtriers, comme vous allez devoir gouverner entre les hommes qui croient que l'indépendance ne change rien et ceux qui croient qu'elle change tout. Mais attention aux accords meurtriers.

L'histoire prochaine de l'Afrique sera, vous le savez bien, celle de ses Etats. Il est pourtant déjà clair qu'elle ne sera pas celle de la victoire des Etats qui auront soumis leur volonté à leurs intérêts mais leurs intérêts à leur volonté.

Vous voici donc, Messieurs, en face du problème millénaire que pose l'histoire à ceux qui reçoivent le triste et fier honneur de la faire. Vous voici en face de l'indépendance. J'ai connu, des grandes heures de la joie africaine, l'anniversaire de vos Républiques dans l'exaltation et dans les danses, avec l'enthousiasme saccadé des tam-tams, l'heure éclatante qui fera dire plus tard dans les temps de détresse : «les nôtres ont un jour vécu selon leur cœur», selon leur cœur, selon votre cœur et selon le nôtre, Messieurs.

Vous savez que sur toutes les routes des croisades, on trouve les tombes des chevaliers français et de la piétaille française. Sur toutes les tombes de la Révolution, celles des soldats de la République. Et sur bien des routes de la libération de la France, sur la route de cent vingt ans dont vous venez de parler, Monsieur le Président, on trouve les tombes de ceux que vous avez cités, mais aussi celles d'hommes dont nul ne connaît le nom ni la race, car Blancs et Noirs sont souvent partis ensemble comme ils sont morts ensemble, comme les derniers soldats de notre Afrique commune quand ils combattirent avec le général Leclerc puis avec moi. Parce qu'ils espéraient qu'un jour que nous ferions ensemble ici ce que nous faisons aujourd'hui, que la France tiendrait la promesse par laquelle elle répondait à la terrible promesse silencieuse de la mort.

La France renaissante que tant de ses amis d'hier osent ne juger que sur le drame algérien, la France qui vient de proclamer treize indépendances qui ignorent l'amertume et le sang, la France tient aujourd'hui cette promesse. Je retrouve dans votre joie sa tradition séculaire.

Je vous en fais témoins dans cette nuit historique, soldats de cette terre mêlés dans vos tombes incertaines, mes compagnons de combats d'hier qui serez peut-être mes compagnons éternels. C'est en votre nom peut-être oublié que je dis au premier président de votre première République souveraine, ce qui est tenté ici, grâce à tant de

souvenirs fraternels, qui ont effacé les autres, grâce à vous, Monsieur le Président, grâce au général de Gaulle, est un des enjeux du destin du monde.

C'est pourquoi je vous souhaite avec confiance, du plus profond du cœur, l'Etat qui assumera notre espoir, votre espoir.

J'ai entendu tout à l'heure la dernière *Marseillaise* que dans ce pays on entendra seule. Dans ce temps où l'appel à la liberté a si souvent la couleur du sang, salut ! jeune République dont l'espoir est le nôtre !

Vous connaissez tous l'insigne de notre drapeau commun où une main africaine serre une main française. Monsieur le Président, votre main a toujours été fidèle au général de Gaulle, elle a même toujours été fidèle à la France. Elle eut parfois quelque mérite. Donnez-la moi devant l'Histoire, je suis heureux que ce soit la vôtre. Voici l'Indépendance du Gabon et le drapeau vivant de la Communauté !

\*

23h56 : Hymne national gabonais.

23h58 : Allocution de Monsieur Léon M'Ba, chef de l'Etat :

Monsieur le Représentant de la France,

Excellences,

mes chers Compatriotes,

Dans un instant, je vais avoir la gloire de proclamer l'Indépendance du Gabon. Mon cœur, comme celui de tous les Gabonais, est plein de joie et de gravité. En ces heures solennelles où ce pays va naître à son nouveau destin, je prie Dieu qu'il nous accorde la sagesse et les vertus qui font la force des nations : c'est-à-dire l'union, la discipline, le travail et la justice ! Ma pensée se tourne vers la France amie avec une gratitude profonde. Au général De Gaulle, champion de l'Homme Noir et de la Communauté franco-africaine, je dis « Merci ! merci du plus profond de notre âme passionnée de vraie fraternité ! » Et je vois dans la présence à nos côtés de monsieur André Malraux, l'illustre chantre du courage, de la culture et de l'humaine dignité, le présage de la « voie royale » où s'engage notre pays. Vive le Gabon ! Vive la France ! Vive la Communauté franco-africaine, espérance d'un monde nouveau !

17 août 1960

00h00

**Proclamation du chef de l'Etat, Monsieur Gabriel Léon M'Ba :**

**«En invoquant Dieu et à la face des hommes, par la délégation des pouvoirs que je tiens du peuple gabonais et en vertu du droit de ce peuple à disposer de lui-même, je proclame solennellement l'Indépendance de la République gabonaise !»**